

Vicq d'Azyr (1748-1794 Valognes 50). effectue une riche carrière dans l'enseignement de l'anatomie et de la physiologie. En 1773, il effectue sa convalescence en Normandie pour une probable tuberculose. En 1774 se développe une épizootie affectant les bêtes à corne. Selon la Gazette de la santé, 600 oies seraient mortes cette année là aux bords de la Meurthe, après avoir présenté des symptômes de diarrhée et des vertiges: une manifestation de la grippe aviaire ? Membre de l'Académie des sciences, **Vicq d'Azyr** est chargé par Turgot de combattre l'épizootie. Vicq d'Azyr fait appel à la force publique pour appliquer et faire appliquer les mesures de police sanitaire, dont « *la méthode, peut-être trop désastreuse, de l'assommement* », l'abattage systématique de tous les animaux malades, voire ceux tout simplement exposés à l'infection.

Autres mesures

- inoculation du bétail,
- dispositions préventives concernant l'isolement des paroisses contaminées,
- avis et des instructions relatifs à la purification des étables,
- moyens à employer pour préserver les animaux sains de la contagion
- désinfection des cuirs des bestiaux morts de l'épizootie,

Les mesures suscitent la colère des paysans malgré l'indemnisation qu'on décide de leur accorder.

Avec **Turgot**, Necker imagine de « *faire de la médecine un instrument du service public* ». Le médecin, « *est un bon observateur, c'est donc un excellent agent d'information* » ; par ailleurs, les finances royales découvrent que le mauvais état de santé des populations coûte cher à l'économie du royaume. A paysan malade, mauvaise récolte, et pour le roi, rentrée d'impôts réduite

Une commission pour tout ce qui est relatif aux maladies épidémiques et épizootiques se met en place pour correspondre avec les médecins du Royaume.

Imaginé dès 1730, l'idée en est abandonnée du fait de l'opposition de la faculté de médecine.

Reprise en 1776, la proposition est rendue applicable par lettres patentes du 17 août 1778 faisant de la nouvelle société un organisme placé sous la protection du Roi. En 1778, la Société Royale de Médecine a pour objet de coordonner les efforts de lutte contre les épidémies. L'académie nationale de médecine, lui succède en 1820, fondée par le baron **Antoine PORTAL**, premier médecin du roi Louis XVIII

C'est en même temps l'naissance du « *médecin des lumières* », illustré par le film de René Allio montrant le Docteur Simon Bertigny en 1776.

Arthur Young qui voyage en Normandie à cette époque ne voit en Rouen « *qu'une ville laide, puante, resserrée et mal bâtie* ».

Bien que des grands travaux d'urbanisme marquent le début du règne de **Louis XVI**, un mémoire de génie de 1773 dépeint une agglomération parsemée de ruines et entièrement ceinturée de bastions aussi inutiles qu'encombrants.

Dans de telles conditions d'insalubrité les épidémies de peste, de typhus et de variole vont ponctuer régulièrement la vie de la cité jusqu'à l'aube de la révolution.

L'ouvrage connu sous le nom de "Tableau de Rouen", et réédité annuellement, tient à la fois de l'almanach et de l'annuaire.

Louis LEPECQ de la CLOTURE (1736-1804) part pour Rouen en 1768. Rapidement agrégé au Collège des Médecins, il est ensuite nommé médecin de l'Hôtel-Dieu, puis médecin des Prisons et médecin de la Généralité pour les maladies épidémiques

Selon **Charles Nicolle**, « **Louis LEPECQ de la CLOTURE** domine l'histoire de la médecine rouennaise avant la Révolution »

Il rédige "Observations sur les maladies épidémiques », ouvrage rédigé d'après le tableau des épidémies d'Hippocrate", publié en 1776 par l'Ordre du Gouvernement et aux frais du Roi.

"Collection d'observations sur les maladies et constitutions épidémiques », comprend 3 parties

1/ la Normandie

2/ les observations météorologiques recueillies à Caen et à Rouen, pendant quinze années consécutives.

3/ les "Constitutions des Maladies Régnautes" dans le climat de Caen de 1763 à 1768 et de Rouen de 1768 à 1777.

Description de Rouen par **Louis LEPECQ de la CLOTURE**

Son enceinte est triste, étouffée par le peu de largeur de ses rues, d'ailleurs mal alignées, trop peu ouvertes; par la hauteur relative et trop considérable de ses maisons, qui semblent être amoncelées si près les unes des autres que dans plusieurs endroits, elles se retirent mutuellement l'aspect du soleil, la lumière et l'air... Les places n'y sont ni assez multipliées, ni assez étendues... La privation des courants du Nord, le peu d'élargissement de ses places, la distribution oblique et coudée de ses rues, la plupart trop étroites, la construction de ses maisons en bois et en plâtre... la malpropreté de ses rues, surtout dans les bas quartiers... une multitude de latrines qui ne sont nullement balayées par aucun courant d'eau et qui communiquent même beaucoup de puanteur à la plupart des maisons, mille autres causes sont capables d'y attirer l'humidité, de l'y fixer dans les temps pluvieux... d'attirer encore les brouillards, de les conserver plus longtemps, surtout dans certains quartiers...

1790 A l'initiative du député rouennais **Jacques-Guillaume THOURET**, l'Assemblée constituante décide la création des départements et des cantons. La Normandie est divisée en cinq départements. La Seine-Inférieure est née, son chef-lieu est Rouen.

La variole

Le médecin britannique **Edward Jenner** entend parler d'une croyance populaire selon laquelle attraper la variole des vaches préserverait de la forme humaine. Le 14 mai 1796, il inocule à un enfant du pus prélevé sur la main d'une fermière infectée par la vaccine, ou variole des vaches ("cow pox"). Trois mois plus tard, il inocule la variole à l'enfant qui s'est révélé immunisé. La pratique s'est répandue progressivement dans toute l'Europe...et en Seine Inférieure grâce aux **Docteurs BLANCHE** à Rouen et **FOUBERT** au Havre

Antoine-Louis BLANCHE naît le 23 décembre 1752 à Courgeron dans l'Orne. Après un apprentissage à Argentan, et à Paris, il obtient ses lettres de maîtrise de la ville d'Argentan. Le 30 novembre 1779 il est immatriculé sur les registres du Collège de chirurgie de Rouen. En octobre 1800, Blanche est à Reims, alors que le **Dr Husson**, de Paris, était venu vacciner et contribuer à l'établissement du **premier d'inoculation de la vaccine**. Dès son retour à Rouen, **Blanche** décide de propager la vaccine.

Il commence, le 21 octobre 1800, par vacciner sa petite fille âgée de treize mois et son gendre âgé de 26 ans, puis vaccine sa femme. « *Les succès étonnants que venait d'obtenir la Vaccine chez nos voisins, n'ont pas tardé à me convaincre bientôt de toute l'efficacité de cette précieuse découverte. Fort de cette conviction, et glorieux de marcher sur les traces d'hommes dont la passion honorable consiste à bien mériter de l'humanité, je me suis empressé de propager parmi mes Concitoyens les bienfaits de la Vaccine* ».

Il obtient l'appui du **Préfet Jacques-Claude BEUGNOT**, et en onze mois, entre

Vendémiaire et Fructidor de l'an 9, Blanche vaccine à lui seul 602 individus. Les premières oppositions se manifestent pour de mauvais prétextes: « *Je n'ai qu'un mot à dire : l'intérêt seul dirige ces ennemis de l'humanité. Ils décrivent la vaccine, parce qu'elle les empêche de gagner de l'argent.* »

1803 : établissement d'un comité de vaccine à Rouen

Le bureau est composé de :

- Gosseume, membre du jury de médecine.
- Roussel, médecin en chef de l'Hospice d'humanité,
- Laumonier, membre associé de l'institut, chirurgien en chef de l'Hospice d'humanité
- Maury, chirurgien en chef de l'Hospice général
- Robert, pharmacien à l'Hospice d'humanité.
- Lamauve, chirurgien
- Blanche, chirurgien

Malgré des campagnes de persuasion au plan national (préfets, curés, gouvernement), l'idée ne progresse guères.

Le comité central de Rouen semble avoir cessé ses fonctions vers 1806-1807, et ne semble pas avoir survécu au départ, le 21 mars 1806, du Préfet Beugnot.

En 1816, année de décès d'Antoine-Louis Blanche, le Comte de Kergariou, Préfet de Seine-Inférieure, prend un nouvel arrêté relatif à l'organisation du comité pour la propagation de la vaccine.

Antoine-Emmanuel Pascal BLANCHE est médecin-chef de l'Hospice Général, membre du conseil municipal et à l'origine de la création de l'Ecole de Médecine de Rouen. Le fils Blanche est également médecin de la maison de détention; il est nommé en 4^e position, après Gosseume, Lamauve et Flaubert, membre du comité de vaccine de Rouen. Il en devient quelques années plus tard le Président et le reste jusqu'à son décès en 1849. **A.B. Vingtrinier** prononcera son éloge funèbre à l'académie des sciences, lettres et arts de Rouen le 3 Août.

Entre la fièvre jaune et le choléra

1820 création d'une commission centrale sanitaire chargée de préparer une législation qui ne sera votée que le 3 mars 1822.

L'article 13 oblige les médecins, sous la menace de lourdes peines, à déclarer aux autorités les maladies épidémiques et pestilentielles.

3 septembre 1822 création d'un Conseil supérieur de Santé chargé de surveiller l'application de la nouvelle loi.

1820 c'est aussi la date de la création de l'Académie Royale de Médecine (1^{ère} séance en 1824) qui s'intéresse immédiatement à la santé publique.

L'ordonnance royale précise qu'elle a été instituée "*pour répondre aux demandes du gouvernement sur tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement sur les épidémies, les maladies particulières à certains pays, les épizooties, les différents cas de médecine légale, la propagation de la vaccine, l'examen des remèdes nouveaux, et des remèdes secrets...*"

A partir de 1822 sont également créés les conseils d'hygiène et de salubrité dans les villes de province.

L'époque est marquée par la grande controverse entre les contagionnistes et les non contagionnistes. La fièvre jaune frappe à Cadix et Séville entre 1800 et 1815 sans que la France ne s'inquiète. Elle réapparaîtra à Barcelone puis à Gibraltar en 1828 **1821** La peste de Barcelone fait 20 000 morts (le 1/6^{ème} de la population).

Réaction immédiate en France

- fermeture des ports aux navires catalans
- 15 000 hommes de troupe à la frontière
- envoi d'une mission française d'assistance de 6 médecins dont le Dr André MAZET jeune médecin sans expérience, il va mourir 2 semaines après son arrivée Victor HUGO écrira pour lui, sur commande, une ode au dévouement

le Dr Etienne PARISSET, contagionniste convaincu, passe son temps à écrire des lettres destinées à la presse. Il deviendra secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine en 1822, et co-fondateur de la SPA

le Dr J. A. ROCHOUX, anti-contagionniste : il va se sauver au bout de quelques jours

le Dr V. J. FRANCOIS

le Dr M. AUDOUARD

et 2 religieuses de l'ordre de Ste Camille qui resteront plus longtemps

L'épidémie cesse avec l'arrivée de l'hiver

L'arrière-pensée du gouvernement de Louis XVIII était de s'opposer au libéralisme espagnol Pour lutter contre l'épidémie, des commissions étudient l'implantation de lazarets.

Les lazarets sont au cœur de la polémique, car les anticontagionnistes ne sont pas convaincus de leur utilité Dans cette commission figurent

notamment : Abdon-Patrocle Hély d'Oissel, Jean-Antoine Alavoine, architecte qui dirigea en 1825 la construction de la flèche de fonte de la Cathédrale ND de Rouen

Au Havre, c'est **Haudry**, ingénieur, qui dresse en juillet 1822, les plans d'un nouveau lazaret implanté au fond de l'anse du Hoc, sur la rive nord de l'estuaire, en amont du port, édifice dont les travaux furent entrepris en août 1823.

1831 - création d'une intendance sanitaire en Seine Inférieure contrôlant les commissions sanitaires du département.

1832 - création du Conseil de Salubrité du département de la Seine Inférieure présidé par **Achille FLAUBERT. A.B VINGTRINIER**, membre du comité central de vaccine, est médecin des épidémies pendant l'épidémie de choléra de 1832 (plusieurs centaines de morts par jour à Rouen). Il est aidé par les **Drs Emile DUBUC** et **Pierre-Auguste AVENEL**

1833 En 1831, la municipalité de Rouen crée un comité consultatif d'hygiène publique Les médecins des épidémies pour l'arrondissement de Rouen sont : **A.B VINGTRINIER** nommé en 1828 et qui resta une trentaine d'années **Jules BOUTELLER (1822-1878)** **Georges PENNETIER (1836-1923)**

Eugène Clément HELLIS (1794-1877)

En 1832, l'année du choléra, **E.C. Hellis** publie l'historique des anciennes épidémies En mai 1833, il publie chez Baillière à Paris, ses "Souvenirs du choléra à Rouen et dans le département de la Seine Inférieure", truffés de statistiques et offrant un plan remarquablement précis de la ville, localisant tous les cas identifiés. En 1834, il devient médecin-chef et titulaire de la chaire de pathologie interne dont il ne sera évincé qu'en 1853.

Le choléra

Le choléra touche l'est de l'Europe en 1823 On croit que le cordon sanitaire va protéger le pays. Quand le choléra apparaît à Calais en 1832, l'échec de la politique sanitaire devient patent

Le choléra en Seine Inférieure (Mars -Décembre 1832)

Selon le recensement en 1831, la Seine Inférieure compte 693 683 habitants 159 communes vont être touchées ; 582 malades sont traités dans les hôpitaux de Rouen Pendant l'épidémie de choléra, **l'Abbé Forbras** le Saint Vincent de Paul de la ville de Rouen

(1799-1875) fonde une association de femmes chrétiennes qui ont pour but de porter secours aux malades et de venir en aide aux familles nécessiteuses. Revenu à la paroisse de St Vivien, en juillet 1840, la foule l'acclame en s'écriant : " Vive l'abbé Forbras qui nous a sauvé du choléra " .

Le choléra à Rouen vu par **Gustave Flaubert**

Vous vous nourrissez des morts, Lestiboudois ! lui dit enfin, un jour, Mr.le curé. Cette parole sombre le fit réfléchir ; elle l'arrêta pour quelque temps ; mais, aujourd'hui encore, il continue la culture de ses tubercules, et même soutient avec aplomb qu'ils poussent naturellement.

Le choléra à Rouen vu par **Guy de Maupassant**

Allez, on sent bien qu'il est là. Et ce n'est pas la peur d'une maladie qui affole ces gens .Le choléra, c'est autre chose, c'est l'invisible, c'est un fléau d'autrefois, des temps passés, une sorte d'esprit malfaisant qui revient et qui nous entoure autant qu'il nous épouvante, car il appartient, semble-t-il, aux âges disparus. »

Le choléra fera sa réapparition à Rouen en 1849, 1851, 1866, 1873

En 1884, les hôpitaux de Rouen élaborent un plan d'isolement, avec un chalet pour cholérique à l'Hôtel Dieu. Le choléra épargne Le Havre

Densité médicale

La densité médicale en 1844

Moyenne nationale : 1 médecin pour 1760 habitants L'indice est bon, mais il fait illusion car il ne correspond pas à une médicalisation intense de la population

La densité médicale en 1881

Moyenne nationale : 1 médecin pour 2 537 habitants

La population a d'avantage recours aux soins médicaux de la population

François MERRY-DELABOST 1836-1918

En 1864, **F. MERRY-DELABOST** est nommé secrétaire-adjoint du comité central de vaccine et médecin-adjoint des prisons de Rouen, au côté du **Dr Henri DUCLOS** (1824-1870), le poste de médecin chef étant occupé par le **Dr VINGTRINIER**.

En 1872 il lui succède avec comme adjoints les **Drs Quentin et Ballay**. Il invente la douche afin que les prisonniers aient une meilleure hygiène. Il s'agissait de douches collectives avec jets individuels.

En 1848, année de l'abolition de l'esclavage, sont publiés les décrets du 10 août et 18 décembre 1848 qui « *datent réellement nos institutions de médecine publique* »

Au sommet, le Comité consultatif d'hygiène publique, devenu Conseil supérieur en 1906 (sous la présidence d'Emile ROUX)

Un conseil d'hygiène et de sécurité dans chaque canton, chaque arrondissement, chaque département

L'exécution seule a fait défaut: 15 départements sur 86 envoient leur rapport

En 1850, loi sur l'assainissement des logements insalubres 5 villes seulement dont Le Havre font fonctionner sérieusement les commissions **Entre 1870 et la loi de 1902**

La guerre de 1870-71

200 000 militaires, non vaccinés contre la variole, meurent !...On ne compte aucun mort dans les armées prussiennes vaccinées

Après la saignée de 1870, des dispositions sont prises la vaccination antivariolique est

entreprise (la loi avait été adoptée en 1840 en Angleterre, elle sera obligatoire en France en 1902), mais la déclaration confiée aux médecins, et la désinfection ne sont pas suivies : 200 000 civils meurent !...

Les arrêtés du préfet de police **Eugène POUBELLE** (né à Caen en 1831, préfet de la Seine de 1883 à 1896).

En 1884, les propriétaires d'immeubles doivent à mettre à disposition de leurs locataires des récipients communs, munis d'un couvercle et d'une capacité suffisante pour contenir les déchets ménagers.

La définition de la «poubelle» est insérée dès 1890 dans le supplément du Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle.

1894 mise en route du tout-à-l'égout, suite à la dernière résurgence du choléra, en 1892.

Tri sélectif, interdiction de cracher sur la voie publique en raison du risque de tuberculose et crachoir de poche obligatoire,

Apollinaire BOUCHARDAT (1806-1886)

Après vingt années passées à l'Hôtel-Dieu (1835-1855), le Pr BOUCHARDAT quitte la vie hospitalière pour devenir professeur d'hygiène à la Faculté de médecine. Il s'engage dans de très nombreuses études touchant tant aux maladies métaboliques qu'à la chimie alimentaire, à l'hygiène, à l'environnement... Il est le fondateur de la diabétologie

1877 : il crée la société de médecine publique

Henry NAPIAS (1842-1901)

1877 Henry NAPIAS, fonde la Société de médecine et d'hygiène dont il devient Secrétaire Général en 1889 (franc-maçon); il prend pour modèle l'œuvre de la Révolution française (lois d'août et septembre 1790 : propreté, salubrité, sûreté et tranquillité dans les rues. ; frimaire an III:

création de 3 écoles de Santé (Paris, Montpellier et Strasbourg) grâce à Fourcroy, Chaussier et Thouret; elles comportaient une chaire d'hygiène (Titulaire J.N. Hallé pour Paris)

1879 : le Dr Emile VALLIN crée la revue d'hygiène et de police sanitaire

1884: Charte municipale : la police sanitaire est confiée à l'élu local Mais un maire songe surtout à rester maire !...

La commission d'hygiène de la Chambre conclut :

« tous les droits confiés aux maires et aux préfets sont frappés de restriction et deviennent la plupart du temps inefficaces ou illusoire »

Quelques déclarations de **Louis RICARD**, maire de ROUEN (1881-1886)

1883 *« des épidémies sont survenues dans des quartiers aisés de Lyon, Bruxelles ou de Croydon »*

1884 *« sur ces matières, les municipalités sont désarmées en France, car pour exproprier, il faut de l'argent, beaucoup d'argent, plus d'argent que les municipalités en ont généralement dans leurs caisses »*

1884 création de la société normande d'hygiène publique. Louis Pasteur en est le Président d'honneur

1888: exposition d'hygiène urbaine à la chapelle Saint Louis de Rouern désaffectée : on peut y voir une reproduction du laboratoire de la rue d'Ulm, et des microbes dans un microscope

1889: une direction de l'Assistance et de l'Hygiène est créée au ministère de l'Intérieur Henri MONOD en est le 1^{er} directeur central (1887 à 1905)

Léon MIRMAN (radical-socialiste) évoque la misère criminogène des cités ouvrières; il consacre une grande énergie à déployer une organisation sanitaire digne de ce nom, malgré les oppositions des grandes villes.

1890 **LEVILLAIN**, conseiller municipal à Rouen : *« Lutter contre les épidémies ? On chercherait en vain ce qui est fait pour arrêter la propagation du mal! »*

Les déclarations ne sont même pas décachetées dans certaines mairies

En 1896 est créée la Revue de Christianisme social, revue qui paraît encore aujourd'hui sous le titre « Autre Temps ».

1900 Tommy Fallot, pasteur protestant, fondateur du christianisme social est relayé à Rouen par le pasteur Wilfred MONOD, (père de Théodore MONOD).

Ils œuvrent dans des paroisses ouvrières et créent des associations appelées « solidarités », sortes de maisons chrétiennes du peuple, où se côtoient protestants, catholiques et agnostiques.

Les bureaux d'hygiène municipaux avant la loi de 1902

La situation de Rouen et du Havre

Rouen, à la date d'ouverture de son bureau d'hygiène, lui consacre 0,1 % de son budget (Turin : 1,5%).

Le médecin est considéré comme une gêne et passe à la trappe sitôt profilée la moindre affaire relevant de sa compétence

Dès 1879, la loi obligeait les villes à instituer sur leurs propres deniers un bureau d'hygiène sitôt passé 20 000 habitants, et recommandait au conseil général

d'appointer un inspecteur départemental

Les BMH d'avant 1902, sont « expérimentaux »,

ils permettent l'émergence d'une science municipale, et font apparaître les limites des institutions étatiques, d'où certaines résistances et relations difficiles avec le médecin du BMH, concurrent supposé du Maire, soutenu par le Sénat.

Avant 1902 près d'une vingtaine de villes ont déjà créé leurs Bureaux Municipaux d'Hygiène, (BMH) chargés :

- de la statistique des épidémies,
- des mesures de surveillance de l'hygiène,
- des prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons.

Un premier bureau d'hygiène est organisé à Rouen à partir de 1883-1884 grâce au **Dr LAURENT**

à partir de 1887-1888 le bureau est doté de moyens propres.

Le **Dr PANEL** est nommé Directeur.

1889 : Le **Dr G. PANEL** présente un rapport sur l'organisation du bureau d'hygiène de Rouen.

- un comité consultatif d'hygiène,
 - un bureau de bienfaisance,
 - des dispensaires de quartier,
 - une commission des logements insalubres,
 - un service de vérification des viandes et des denrées alimentaires,
 - un laboratoire d'analyse,
 - un service de santé,
 - un service de constatation des cas d'aliénation mentale et de morts violentes,
- un service d'inspection des écoles, et un service de la protection de l'enfance
Seuls manquent les médecins !

En 1894 Emile ROUX, annonce sa découverte d'un sérum antidiphthérique prometteur par ses résultats.

Charles NICOLLE (1866-1936) se lance dans la préparation du sérum: une centaine de vies seront sauvées dans la régions

1902 Ch. NICOLLE effectue sa première conférence sur le péril vénérien, mais son départ va entraîner un arrêt de la lutte antivénérienne.

Elle sera reprise après la guerre par le **Dr PAYENNEVILLE**

Charles NICOLLE crée en 1906, avec **A. HALIPRE**, le premier sanatorium de la région rouennaise à Oissel

Raoul BRUNON (1854-1929) devient responsable d'un chalet destiné aux diphtériques grâce à une importante donation de Madame Alexandre. A la mairie de Rouen, il s'intéressera aux questions d'hygiène urbaine

Entre 1906 et 1912, la mortalité à Rouen est de 26 pour mille.

Les causes d'insalubrité sont nombreuses, le règlement sanitaire est la plupart du temps lettre morte; les habitations insalubres sont nombreuses et laissent les autorités indifférentes, la voirie est défectueuse, le sous-sol est imprégné de matières fécales depuis des siècles, et gagnerait à être drainé et assaini par un réseau d'égout (rapport du conseil supérieur d'hygiène)

Entre 20 et 53 % des familles habitent dans une seule pièce

Jules SIEGFRIED (1837-1922)

Élu conseiller municipal en 1870, **Jules SIEGFRIED** devient Maire du Havre de 1878 à 1886 : il crée le premier BHM de France (1879) après avoir fondé une société construisant des pavillons en accession à la propriété. Il ampute le budget de la police pour nommer une brigade de salubrité de 6 inspecteurs (sur le modèle de Turin :i spettori sanitari, Bruxelles, New York : health wardens, Londres health officers)

Joseph Henri GIBERT (1829-1899)

Fils de huguenots réfugiés en Suisse, il réintègre la colonie suisse du Havre, et va donner pendant 25 ans son temps et son argent au dispensaire d'enfants malades. Il associe son énergie à celle de Jules Siegfried, et crée avec lui le bureau d'hygiène. 1878 **GIBERT** écrit au journal Le Havre « *le bureau d'hygiène représente une administration rigoureuse qui a réussi, dans un intérêt général de salubrité publique à tout savoir, tout voir, tout inspecter . Rien n'échappe à sa surveillance: hôpitaux, maisons de santé, écoles communales ou congréganistes, rues, impasses, égouts, maisons, naissances, décès, état civil contrôlé, vaccine et vaccination, police des établissements dangereux insalubres et incommodes, mesures de désinfection en cas d'épidémie et d'épizootie. En un mot la vie sociale toute entière, en ce qui concerne l'hygiène et par conséquent la santé publique est placée sous la tutelle du bureau*»

Des déluge d'instructions !....

- conseils aux mères de famille pour les soins à donner aux enfants en bas âge pendant les mois de chaleur
- instructions sur le chauffage des habitations
- mode de conservation du lait
- la rage
- avis aux mères qui ne veulent pas que leurs enfants deviennent aveugle
- variole et vaccine

9 médecins sur les 15 consultés donnent un avis défavorable à la création du bureau d'hygiène

Louis BRINDEAU succède à Louis MARION (maire de 1886 à 1890) de 1890 à 1896 « *il semblait difficile d'imposer avec autant de facilité qu'aux belges une soumission absolue aux règles sanitaires* » Le Havre fait des émules 1911 : La commission de l'hygiène publique de la chambre des députés: « *nous avons trouvé au Havre une installation municipale parfaite, un service d'Etat presque inexistant* »

Chaque maison a son « casier sanitaire »

Adrien LOIR (1862-1941)

Grand voyageur : Danemark, Russie, Sydney (dirige l'institut Pasteur), Tunisie Rhodésie, Amérique du sud

Neveu de Pasteur

En 1886 : il tend à son oncle un article de Vallin évoquant les futurs médecins qui

s'occuperaient exclusivement d'égouts, plomberie, canalisations. Pasteur se mit à lire :
« oui, il y aura des médecins de l'hygiène publique, il faudra que ça vienne, tu les verras »

1909 Directeur du Bureau d'hygiène du Havre.

1910 Conservateur du Muséum d'histoire naturelle du Havre.

1912 Directeur du Laboratoire d'océanographie de l'université de Caen au Havre.

1918 Secrétaire général de l'Oeuvre havraise contre la tuberculose.

1924 : il rapporte à **Léon MEYER**, maire du Havre, qu'une grave épidémie de typhoïde sévit dans la ville. Réponse : « Ca m'embête d'annoncer cela au moment des fêtes de Noël » .

Après réflexion, l'annonce est faite. Loir demandera pour cette témérité la médaille des épidémies

1931-38 : Pdt du syndicat des médecins hygiénistes

La loi du 15 Février 1902

La loi est adoptée par le président du Conseil WALDECK-ROUSSEAU après 20 années de débat.

Elle reconnaît la pertinence de l'échelon municipal en matière sanitaire – compétence qui s'exerce toutefois sous le contrôle du préfet

Le Conseil départemental d'hygiène est consulté sur toutes les questions relatives à la santé publique du département.

Les Bureaux Municipaux d'Hygiène (BMH) sont au centre du dispositif prévu par la loi :

- prévention dans le domaine de l'environnement et de la santé
- gestion des situations d'urgence épidémique
- recherche des causes épidémiologiques

Une Commission se met en place en Seine Inférieure pour l'application de la loi
Le Président et rapporteur en est **Merry DELABOST** avec CERNE, CALMETTE, DEBOUT
13 chefs lieux de circonscriptions sanitaires

- Rouen, Elbeuf, Pavilly, Le Havre, Bolbec, Fécamp, Yvetot, St Valery, Dieppe, Eu, Neufchatel, Gournay, Blangy

- Sur la suggestion de **Merry DELABOST** qui a beaucoup travaillé sur l'hygiène dans les prisons, on a recours à des techniques désinfectantes simples et bon marché : l'eau bouillante

Sur la suggestion de **Merry DELABOST** qui a beaucoup travaillé sur l'hygiène dans les prisons, on a recours à des techniques désinfectantes simples et bon marché : l'eau bouillante

Des principales dispositions obligatoires de la loi :

- vaccination
- déclaration
- désinfection

seule la vaccination a été opérante;

le reste est laissé au bon vouloir des médecins ...

ce qui ne manque pas d'être critiqué à la chambre des députés

« Un maire qui ne veut pas, un préfet qui n'ose pas, un hygiéniste qui ne peut pas... »

Conclusion :

la loi de 1902 fait partie des grandes lois laïques de la III ème république avec

- la loi du 15 juillet 1893 instituant l'assistance médicale gratuite,
- la loi du 27 juin 1904, le service départemental d'aide sociale à l'enfance

- la loi du 14 juillet 1905, l'assistance aux vieillards infirmes et incurables.

La grande guerre

La grande guerre et la tuberculose

Responsable de plus de 85 000 décès par an, la maladie faisait des ravages dans les troupes.

Sur 9 millions de mobilisés, 500 000 suspects, 150 000 vrais malades, 30 000 décès; 100 000 soldats sont renvoyés dans leur foyer dont 65 000 la première année

Le 25 mars 1915, le Pr. LANDOUZY, éminent phthisiologue, lance un cri d'alarme

De 1906 à 1918, la France passe du cinquième au deuxième rang des pays les plus exposés d'Europe. Le taux de mortalité provoqué par ce fléau atteint 2 pour 1000 en 1917

La Seine Inférieure compte 850 000 ha

Un seul service antituberculeux, celui d Oissel, fondé en 1900 par **A. HALIPRE, Ch. NICOLLE, et L. COTONI** 80 % des lits sont occupés par les militaires

La lutte contre l'acoolisme

La grippe espagnole

La grippe de 1918, nommée à tort « grippe espagnole », est due à une souche (H1N1) particulièrement virulente et contagieuse de grippe qui s'est répandue en pandémie de 1918 à 1919. Cette pandémie a fait de 20 à 40 millions de morts, 30 millions selon l'Institut Pasteur, voire 100 millions selon certaines réévaluations récentes. Elle serait la pandémie la plus mortelle de l'histoire dans un laps de temps aussi court,

L'entre deux guerres

1920 : Création du 1^{er} ministère de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale :

Mr Jules-Louis BRETON Il créera en 1923 le premier salon des arts ménagers

Le ministère est décrié

Général sans troupes « *Paper organisation* » selon Rockefeller ; Albert Calmette « *en passe de devenir le plus grand ennemi de l'hygiène en France* »

Les délégués du Comité national de défense contre la tuberculose (CNDT), organisme de droit privé, représentent officiellement le ministère dans les départements

La mission Rockefeller

- La mission Rockefeller, financée par la fondation du même nom, et pénétrée des principes de l'hygiénisme américain, très en avance sur ses homologues européens, s'installe en France en 1917 et s'assigne pour objectif de stimuler la lutte anti-tuberculeuse
- La mission est menée sous la conduite du Dr Maurice LETULLE, phthisiologue. Wallace SABINE, acousticien, s'entretient avec le président Alexandre MILLERAND.
- La mission Rockefeller comprend en outre le professeur Louis LANDOUZY (dispensaire Léon-Bourgeois, Laennec), Justin GODART (sous-secrétaire d'État au Service de santé), ainsi que le Dr ROLLIER, directeur du sanatorium de Leysin où sont soignés des soldats français tuberculeux que l'Allemagne a fait transférer en Suisse.

Elle démarre en Eure-et-Loir et dans le XIX^e arrondissement de Paris pour déboucher sur « *la plus vaste campagne éducative jamais menée dans aucun pays* » : 1,25 million d'adultes, et 1,5 million d'enfants touchés par la «propagande» sanitaire,

- 79 départements dotés d'un comité antituberculeux, - 421 dispensaires subventionnés,

- 700 bourses pour les infirmières-visiteuses.

La mission Rockefeller se lance dans une grande campagne de propagande qui mobilise les techniques et savoir-faire publicitaires américains. Elle met fin à ses activités en janvier 1923 pour passer la main au Comité national de défense de la tuberculose.

Charles OTT (1872-1930)

- **Charles OTT** (1872-1930) est originaire de Mulhouse. Médecin à Lillebonne, il est nommé Médecin Inspecteur départemental des services d'hygiène de la Seine Inférieure en 1908, nommé par le préfet de Seine Inférieure **Charles**

LALLEMAND (1918-1924), qui prône « un armement social du département». Charles OTT discute directement avec les médecins, et retire leur pouvoir aux maires (aucun n'a protesté)

Il assure à lui tout seul :

la désinfection

la vaccin

l'inspection des écoles

les statistiques sanitaires

En 1909, il est le porte parole de l'association amicale des directeurs et des inspecteurs d'hygiène:

il défend l'idée que l'inspecteur doit être «*juxtaposé à l'administration préfectorale* »

1920 «*Dans l'état actuel de notre législation, le rôle de l'inspecteur départemental d'hygiène est inefficace, et peut-être considéré comme nul* »

Il change alors d'avis et consent «*à ce que les inspecteurs fussent dotés de pouvoirs suffisants pour en faire de véritables préfets de l'hygiène* »

Les Années 20

après l'épidémie de grippe espagnole, l'Office National d'Hygiène Sociale, copié sur le modèle américain est créé en 1924; la candidature de **Charles OTT** paraissait la meilleure au vu des résultats obtenus en Seine Inférieure (résultats obtenus en marge de la loi !) Les américains auraient souhaité qu'il prenne le poste. «*Ce fut un danseur qui l'obtint, nous voulons dire un préfet qui met à la gêne son manque de leadership professionnel* » (le préfet Jules Brisac).

Charles OTT aurait automatiquement apporté à l'office le soutien de la quasi-totalité des médecins de santé publique. Il contribua néanmoins, avec d'autres (« la crème des inspecteurs ») au « Service des études techniques et des enquêtes départementales (1928) Il est membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

1924 : nouveau changement de cap : **Ch. OTT** se veut assesseur technique auquel il n'est guères possible de donner des droits précis «*ce serait diminuer par trop l'autorité des préfets* »

Dès décembre 1924, il organise la première vaccination « systématique » par le BCG dans les centres d'examen et de surveillance des familles tuberculeuses du département en 1925 le syndicat des médecins hygiénistes est créé avec **Adrien Loir**, président (1931-38)

- la médecine libérale, et le syndicalisme libéral, revendiquent leur compétence en matière d'hygiène publique par la prépondérance du colloque singulier

Les Années 30

- Circulaire du 18 Août 1934 : Justin GODART presse les Conseils Généraux de mettre en place les inspecteurs (en vain, même les conseillers médecins freinent) Décret-loi du 30 Octobre 1935 : les services départementaux d'hygiène sont obligatoires

- Le décret-loi organise les inspections départementales d'hygiène. instituées par la loi du 15 février 1902, les rend obligatoires dans chaque département. assorties d'un poste de directeur départemental d'hygiène., crée des bureaux d'hygiène intercommunaux.

L'obligation dont on avait refusé l'édiction au début du siècle, au motif qu'elle générerait des dépenses nouvelles, était désormais acceptée à raison des économies qu'elle pouvait générer.

Mise en œuvre d'un projet d'assurance maladie contesté par les syndicats médicaux (CSMF), par les petits employeurs, et même par les syndicats ouvriers

Les Années 30

Louis AUBLANT (1890-1981), ancien président du Syndicat des médecins- hygiénistes.

Secrétaire général à la santé, ayant rang de ministre, on lui doit l'officialisation d'une grande quantité de projets : région sanitaire, élévation des médecins de la santé publique au rang de fonctionnaires d'État, lutte contre les maladies vénériennes, institution du titre de médecin phthisiologue, carnet de santé, certificat prénuptial médecine du travail...

Les Années 40

- Loi du 18/9/1940 : le territoire est réparti en régions sanitaires
Louis-François VIDAL (fellowship Rockefeller) est nommé directeur régional à Rouen

1941 : Institut national d'hygiène, (INSERM), Fondation Alexis Carrel, (INED), Institut National d'Action Sanitaire et Sociale

La santé publique ne bénéficie plus que d'un sous-secrétariat d'état
1942 : la médecine du travail est rendue obligatoire

En 1944, José Aboulker, délégué sanitaire du gouvernement d'Alger en France occupée prépare un service de santé civil

1945 : avec un système universel et unitaire, création de la sécurité sociale; tous les risques sont couverts.

La PMI et la médecine scolaire se mettent en place

Les 3 scénarios de la libération

- le premier inspiré du plan Beveridge de décembre 1942,
- le deuxième de Robert Debré, en octobre 1943, associé à Alfred Sauvy : un grand ministère de la population et de l'hygiène, dit « ministère démographique »
le troisième élaboré au printemps 1944 par Eugène Aujaleu, directeur de la santé publique du gouvernement d'Alger basé sur un schéma de médecine préventive
Sans prestige, sans pouvoirs ni crédits, la santé publique ne parvient pas même à se faire rattacher à l'édifice de la sécurité sociale ; elle y parvient si peu qu'elle sera annexée par le Travail en 1958 au sein d'un département dit des affaires sociales.

- **le 18 janvier 1955, la Seine Inférieure devient Maritime**

Bibliographie

* Heurs et malheurs de la santé publique en France (1848-1945) Lion Murard et Patrick Zylberman <<http://www.saofrancisco.edu.br/edusf/publicacoes/.../hor-8%5B6269%5D.pdf>>

* Mi-ignoré, mi-méprisé: le ministère de la santé publique (1920-1945) Lion Murard et Patrick Zylberman <<http://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2003-1-p-19.htm>>

* L'impossible politique de santé publique en France Marc Loriol Action Santé Erès <<http://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/halshs-00362601/en/>>

* L'hygiène dans la République La santé publique ou l'utopie contraincée 1870-1918 Lion Murard et Patrick Zylberman

* Médecins de santé publique Pierre Henri Brechat, Emmanuel Salines, Christophe Segouin ENSP éd.

* La vie quotidienne du médecin de province au XIX^{ème} siècle Jacques Léonard

- Un médecin des lumières de René Allio et Jean Jourdheuil Acte Sud éd.
- http://www3.chu-rouen.fr/Internet/connaitreCHU/culture/groupe_histoire/